

TERMINAL 19/84

Revue du Centre d'Information et
d'Initiative sur l'Informatisation

1 rue Keller 75011 Paris. Tel : 805.07.65.1

Permanence le jeudi de 19h à 21h

Directeur de la publication : Jacques Vetois

Secrétariat de rédaction : E. Braine,

J. Marmelade, J. Vetois, G. Lacroix, B. Lesval

Photocomposition et photogravure :

IPCC 99 rue des Couronnes 75020 Paris

Tel : 636.73.23.

Imprimé par « Rotographie »

2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil

Tel : 859.00.80.

Diffusion : « Diffusion Populaire »

14 rue de Nanteuil 75015 Paris

Tel : 532.06.23.

Reproduction des articles autorisés avec

mention de leur origine et adresse

Commission paritaire : 63526

Dépôt légal 2^e trimestre 1983

Correspondants :

CANADA : H. Claret, 1083 Av. Ploërmel, Sillery,
Québec, G 15 351. Tel : (418) 681.57.09.

USA : Mike Mc Cullough, 90 East 7th street, Apt
3A, New-York NY 10009.

RFA : Ulrich Briefs WSI/DGB, Hans-Böckler
Strasse 39 4000 Düsseldorf (Tel : 43.45.27
ou 45.10.84)

BELGIQUE : Gérard Valenduc, FTU 141 rue
de la Loi B-1040 Bruxelles. Tel : (02)
735.60.50. poste 136)

LYON : CIII-CEP 44 rue St Georges 69005
Lyon (adresse postale BP 5006 St Jean Lyon
cedex 692 45)

NANTES : CIII, c/o Le Bateau Ivre, 35 rue
Jean Jaurès 44000 Nantes.

BORDEAUX : CIII, c/o Le Vent Debout, 29 rue
Bergeret 33000 Bordeaux. Tel : (56) 92.89.38.

Numéros précédents

■ N° 1-2-3-4 : Épuisés.

■ N° 5 Automatisation, Syndicats et
l'informatique, dactylocodeuse de Nan-
tes...

■ N° 6 : Politique industrielle. PS et
l'informatique, médias.

■ N° 7 : Les ordinateurs à l'école, dix
ans de politique industrielle, SSCI.

■ N° 8 : Guide du fiché (16 pages),
Bruno Lussato. Droit du travail et l'in-
formatisation.

■ N° 9 : Télétel : bilan des usagers, car-
tes à mémoire. Alternatives en informa-
tique ?

■ N° 10 : J. Ellul, jeux électroniques,
science-fiction, logo, Villette.

■ N° 11 : Guide des informatisés (11
pages), guerre électronique, Télésurveil-
lance. Une nouvelle façon de penser,
CII-HB nationalisée.

■ N° 12 : Dossier Robotique (17 pa-
ges). Idéologie, Culture et informati-
que, Enseignement de l'informatique.

■ N° 13 : Dossier Informatique et Santé
(22 pages). Bilan de la CNIL, Boutiques
de Sciences.

■ N° 14 : Dossier Micro-informatique
et associations (14 pages). Dossier Poli-
tique industrielle (10 pages). Boycott en
RFA. Société informationnelle.

(18 F, frais d'envoi au numéro : 3 F)

Photos : Serv. Inf. Igny, J.P. Verney, Thomson
CSF, laurif, CIRP-PTT, C. Szmulewicz.

Abonnements, voir page 35.

2 • Terminal 19/84 n° 15

Un réflexe élémentaire

FINALEMENT, le 24 mai dernier, la CNIL a rendu un avis sur le fichier national de la Sécurité sociale. En « légalisant » et en « blanchissant » a posteriori, une opération de fichage, si volumineuse qu'il a fallu faire appel à IBM, elle s'est inclinée devant un fait accompli du pouvoir. Dédouanés, les services du Premier Ministre ont pu faire état d'un « avis favorable sur l'arrêté autorisant et précisant le traitement informatique du « recensement » (sic). « Il n'y a pas constitution d'un fichier définitif — ajoute la « lettre de Matignon » — mais regroupement provisoire d'information en vue de la constitution de listes électorales ». Le principal garde-fou imposé par la CNIL : destruction au 10 janvier 1984 au plus tard du fichier des 28,5 millions d'assurés sociaux, est retourné pour désarmer les protestations. Il reste que chaque commune aura la possibilité d'utiliser à « d'autres fins » le morceau de fichier qui lui est destiné. La CNIL n'a pas encore statué sur ce point, mais on voit mal ce que les trente employés de la CNIL pourraient aller vérifier sur le terrain.

TOUT repose sur un postulat hasardeux d'un respect volontaire des normes de la loi et des décisions de la CNIL ; d'une déontologie pour les ficheurs en quelque sorte ! Mais il n'y a aucune raison de croire que les grands et les petits pouvoirs publics ou privés, les bureaucraties des administrations et des entreprises pourraient renoncer naturellement à ce multiplicateur de puissance sociale qu'est l'informatique (cf le reportage sur les « méandres du droit d'accès », page 24). Il vaut mieux pour les assujettis aux traitements informatiques, s'en préoccuper directement. La CNIL même, dans son rapport annuel, avoue son impuissance et en appelle aux citoyens.

UN véritable contrôle démocratique de l'informatique suppose d'autres initiatives, et d'autres instruments plus en rapport avec la forme diffuse et multiple qu'a pris son développement. A l'origine de l'initiative prise à Igny (cf l'entretien avec M. Szyliet dans ce numéro), il y a le réflexe de ne pas faire naturellement confiance aux promoteurs des technologies, d'en contrôler soi-même et collectivement l'implantation, de faire savoir qu'on est prêt à faire respecter ses droits.

L'émergence de formes décentralisées du contrôle de la société sur l'informatique est une réplique concrète aux visées technocratiques ou liberticides qui sous-tendent de nombreux projets d'informatisation.

A chaque projet informatique nouveau doit répondre la création d'une « CNIL locale » dans les communes, les entreprises, les administrations ou tout autre lieu d'assujettissement à l'informatique. Instrument d'intervention et d'initiative collective des citoyens et des travailleurs sur le terrain de l'informatisation, ces commissions devraient pouvoir disposer d'un droit de veto suspensif sur les projets informatiques, jusqu'à ce que la CNIL ait été saisie, de façon à empêcher l'irréversible ou le fait accompli.

CIII, le 30 juin 1983

SOMMAIRE

Editorial	p.2
Tendances :	
• La CNIL locale d'Igny, interview de M. Szyliet	p.3
Société :	
• Silicon Vallée du bonheur ? par R. Howard	p.6
Dossier : technologie et crise :	
• La fin du développement, interview de F. Partant	p.13
• Vers une sortie électronique de la crise ? par J. Delarue	p.16
• La productique : une issue "française" à la crise, par J.P. Durand	p.21
Dossier : informatique et libertés :	
• Droit des personnes en informatique et télématique, par S. de Penanster	p.22
• Les méandres du droit d'accès, par B. Lesval et Y. Orlarey	p.24
• Ex-GAMIN : la CNIL se déjuge-t-elle ? par P. Benoît	p.25
• Le troisième rapport de la CNIL, par P. Benoît	p.27
Informatique :	
• Que peut l'intelligence artificielle ? par J. Vetois	p.28
• Les systèmes experts : un espoir ou un leurre ? par O. Paliès	p.29
CIII	p.30
Blocs notes	p.31
Lettres aux députés socialistes	p.36